

# La fondation Vasarely pourra-t-elle être sauvée ?

Par Paul-Henry Fleur

phfleur@laprovence-presse.fr

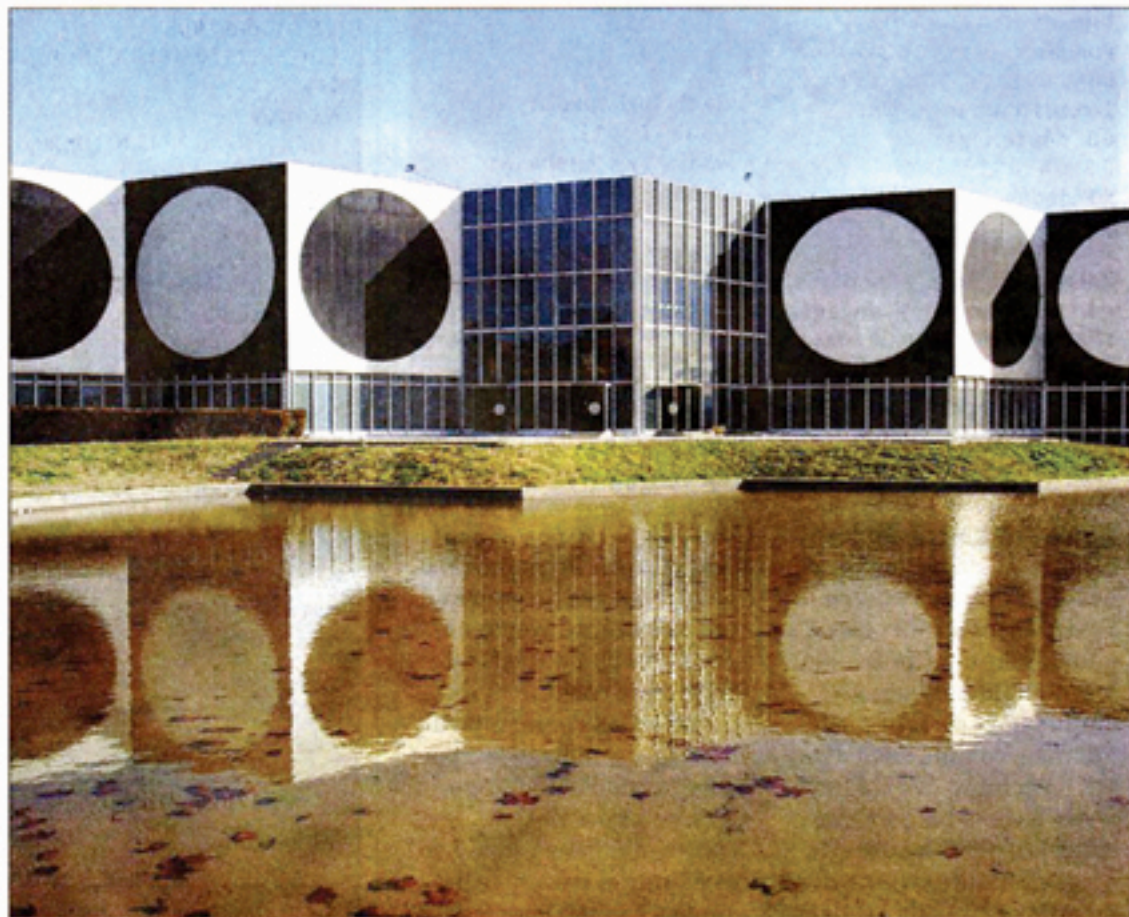
Le 25 octobre 2007, le tribunal de grande instance d'Aix rendait une ordonnance de référé aux termes de laquelle il désignait l'administrateur judiciaire niçois M<sup>x</sup> Xavier Huertas, administrateur provisoire de la fondation Vasarely, avec mission de redresser la situation juridique, financière et culturelle de la fondation. Cette mission avait une durée maximale de six mois ; le voici donc à la mi-temps de son mandat.

« Des anomalies dans le conseil d'administration, à la fois dans les décisions qu'il a prises et dans sa composition ».

M<sup>x</sup> XAVIER HUERTAS

*"J'ai fait un état des lieux, explique-t-il. Le premier constat est que la fondation a été vidée de toutes ses œuvres qui, pour la plupart, étaient inaliénables. Cela résulte d'un arbitrage de 1995, sur les conditions duquel il faudra revenir. Deuxième constat : le bâtiment nécessite des travaux urgents, avec mise en sécurité."*

L'administrateur a également rencontré le directeur régional des affaires culturelles, le sous-préfet, certains héritiers de Victor Vasarely. *"Je dois bientôt rencontrer Maryse Joissains"*.



► M<sup>x</sup> Xavier Huertas a pour mission de redresser la situation juridique, financière et culturelle de la fondation Vasarely.

PHOTO KARINE VILLALONGA

Pendant trois mois, M<sup>x</sup> Huertas a recensé les actifs, les passifs : *"J'ai engagé des actions pour recouvrer des créances, des dons, pour récupérer des tableaux dispersés ici ou là"*. N'y a-t-il pas le risque que ces actions mettent beaucoup de temps à aboutir ? *"C'est le danger, reconnaît-il. Mais c'étaient des procédures qu'il aurait fallu engager depuis longtemps."*

Il a enfin considéré le fonctionnement de la fondation : *"Il n'y a plus de gestion, plus de stratégie, plus de politique, plus de communica-*

*tion, plus de demandes de subventions... La fondation est en train de mourir..."*

Est-ce à dire qu'il a déjà fait siennes les conclusions de M<sup>x</sup> Renaud Belnet, le dernier président de la fondation, à savoir (lire ci-dessous) que la liquidation est inévitable ? *"Non, répond M<sup>x</sup> Huertas, je souhaite sauver la fondation. Je ne dis pas que ça va être facile, mais il y a un potentiel important."*

L'administrateur provisoire note au passage qu'*"il y a eu des anomalies dans le conseil d'administration, à*

*la fois dans les décisions qu'il a prises et dans sa composition"*.

Cela pourrait-il, comme le prétend Pierre Vasarely, être une cause d'annulation des décisions prises par le conseil d'administration ? La réponse est laconique : *"C'est au tribunal d'en décider..."*

La justice décidera aussi si le mandat de l'administrateur doit éventuellement être prolongé. Pour l'heure, M<sup>x</sup> Huertas pense *"aller au bout de son mandat"*.

Et sans doute même un peu au-delà. ■



## "ON VA PERDRE SIX MOIS"

M<sup>e</sup> Belnet est le dernier président de la fondation Vasarely.

Voici trois mois, au moment de la nomination d'un administrateur provisoire, M<sup>e</sup> Renaud Belnet, alors président de la fondation Vasarely, déclarait: *"Cette décision de justice ne change rien à la donne: c'est reculer pour mieux sauter"*.

Trois mois plus tard, il persiste et signe: *"Je n'ai pas vu M<sup>e</sup> Huertas, je l'ai eu au téléphone une fois. Il n'informe ni le président, ni le trésorier, ni le bureau, de l'avancée de ses travaux; cela dit, il n'a pas l'obligation de le faire. Mais je lui ai adressé des courriers. Je lui ai écrit qu'il allait arriver aux mêmes conclusions que les miennes, à savoir la nécessité d'un dépôt de bilan, car la fondation n'est plus solvable"*.

M<sup>e</sup> Belnet estime que l'administrateur provisoire "devra prendre en compte des éléments objectifs, notamment les chiffres et le blocage des ca-



► M<sup>e</sup> Renaud Belnet.

/ PHOTO SOPHIE SPITÉRI

ganes statutaires". Il plaide pour une dissolution de la fondation, qui deviendrait un établissement public, avec retour du patrimoine foncier à la ville d'Aix.

Et de conclure: *"Je n'étais pas pour cette administration provisoire, car dans la situation dans laquelle se trouve la fondation, six mois, c'est beaucoup. M<sup>e</sup> Huertas est nouveau dans le dossier. Il arrivera à la même conclusion que la mienne, mais six mois plus tard. C'est dommage... On aura perdu six mois..."* ■

## PRÈS DE 1 500 SIGNATURES

Le petit-fils de l'artiste a lancé la pétition "Sauvons la fondation".

Depuis plusieurs années, Pierre Vasarely, le petit-fils de l'artiste disparu, se démène pour redonner vie à la fondation, contestant la légitimité du conseil d'administration et, par suite, les décisions que prend ce dernier.

Le 13 décembre dernier, dans le cadre de son "association pour la défense et la promotion de l'œuvre de Vasarely", il a lancé une pétition intitulée *"Sauvons la fondation Vasarely"*.

En un peu plus d'un mois et demi, il a recueilli quelque 1 500 signatures, d'élus, de représentants du monde de la culture, mais aussi d'anonymes. Dans la première catégorie, on retrouve le député européen et ancien ministre de la culture, Catherine Trautmann; les députés européens Guy Bono et Jean-Luc Bennahmias; André Gerin, maire de Vénissieux et député du Rhône; Catherine Genieçon, dépu-



► Pierre Vasarely.

/ PHOTO SOPHIE SPITÉRI

té du Pas-de-Calais; et les élus aixois Alexandre Medvedowsky, Stéphane Salord et Cyril Di Méo.

Dans la deuxième figurent notamment l'Aixoise Andrea Ferreol, Robert Zussau, ancien collaborateur de Victor Vasarely, et Armand Israel, ayant-droit de Georges Braque.

Enfin, parmi les anonymes, on en trouve de toute la France, mais aussi de Hongrie -- le pays natal de Vasarely -- d'Italie, des États-Unis ou de République tchèque. ■